

FAITS MARQUANTS DES OS 32 ET DES GTS: MARDI 8 JUIN 2010

Le matin et dans l'après-midi, les groupes de contact et les consultations informelles ont eu lieu sur des questions telles que les communications nationales, le mécanisme de financement, l'examen du Fonds pour l'adaptation, et le renforcement des capacités dans le cadre du SBI, le point 3 (préparation d'un résultat qui sera présenté à la CdP 16) dans le cadre de l'AWG-LCA, les réductions des émissions de l'annexe I et les questions diverses au titre de l'AWG-KP.

GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

POINT 3 (AWG-LCA): REED-plus et renforcement des capacités: Au cours du groupe de contact le matin, les discussions ont été centrées sur les réductions des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement (REDD+), sur la base des questions élaborées par la présidente de l'AWG-LCA (http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/redd_and_cb.pdf).

La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a souligné la nécessité de plans de développement compatibles avec le climat, notant que de nombreux conducteurs du déboisement proviennent de l'extérieur des forêts. Elle a mis en exergue le financement fondé sur la performance, y compris le marché de la conformité, pour une mise en œuvre intégrale. Elle a également appelé à un cadre de financement de REDD-plus dans tout nouveau fonds climatique. La GUYANE a fait appel au financement public du démarrage rapide pour les activités de préparation et au financement de type marché pour la conformité des réductions d'émissions. Elle a également appelé à la sécurité du marché pour encourager les investissements initiaux.

L'EQUATEUR a parlé de la nécessité d'un accord sur la REED+ plus pour déclencher l'action au niveau national. La SUISSE, au nom du GROUPE POUR L'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE a demandé entre autres, des directives de la CCNUCC, des efforts coordonnés des pays en développement et des pays développés; des garanties sociales et environnementales; d'éviter les incitations perverses; ainsi que des mesures politiques pour lutter contre les conducteurs cachés. Elle a insisté sur financement de démarrage rapide par le biais d'un partenariat REDD-plus et, avec l'Australie, l'EQUATEUR et d'autres, a souligné la nécessité d'un financement public et privé.

Le représentant des ETATS-UNIS a appelé à de nouveaux progrès sur le MRV et le financement, et à de travaux supplémentaires sur l'opérationnalisation de la biodiversité et à des garanties pour les communautés locales. Il a mis l'accent sur des politiques favorables à l'investissement privé dans la gestion durable des terres. Le délégué de la NORVEGE a souligné l'importance du financement à long terme. Avec les PHILIPPINES et le GHANA, au nom du GROUPE AFRICAIN, il a noté la nécessité de s'employer à intégrer les initiatives de REDD-plus dans le cadre de la CCNUCC. La NORVEGE a aussi souligné la nécessité : de l'élaboration d'un guide

méthodologique sur les garanties; des niveaux de référence crédibles; de l'amélioration de la gouvernance des forêts; et des programmes sur les consultations et le partage des avantages.

L'UE a plaidé pour un accord à Cancun sur une réduction de 50% du déboisement avant 2020 et pour l'arrêt de la perte des forêts mondiales d'ici 2030. Notant l'importance des niveaux de référence et des rapports, elle a déclaré que les réductions d'émissions vérifiées pourraient être utilisées, mais avec beaucoup de restrictions.

L'AFRIQUE DU SUD a souligné la nécessité de traiter de la gouvernance des forêts nationales et de faire des progrès avant Cancun sur un MRV de soutien, l'opérationnalisation des garanties, les niveaux de référence et le financement à long terme. TUVALU a exhorté les parties à s'entendre sur des approches politiques du renforcement des capacités pour la REDD, les lignes directrices pour aborder les questions de gouvernance et une approche coordonnée entre les institutions. Il a noté que la REDD devrait aider les pays en développement à lutter contre le déboisement.

L'AFGHANISTAN a insisté sur la limitation des exportations du bois et, avec la BOLIVIE, a mis l'accent sur la participation des peuples autochtones. L'INDE a appelé à des directives sur la formulation de plans d'action de REDD-plus et le renforcement des capacités. L'INDONESIE a pris note des efforts axés sur les interventions politiques, notamment sur: les conducteurs en matière de forêt, les structures de l'institution; et les activités de démonstration. La BOLIVIE a souligné la différence entre les forêts naturelles et les plantations, et a relevé la nécessité d'un financement public, tout en s'opposant au financement basé sur le marché- ou sur le projet. Elle a souligné que les questions de REDD-plus ne devraient pas être résolues en dehors de la CCNUCC. SINGAPOUR a souligné le rôle potentiel des zones humides.

SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES, au nom de l'AOSIS, a déclaré que le financement public doit être utilisé pour la phase de préparation, et les sources multiples pour la mise en œuvre complète. Le GROUPE AFRICAIN a appelé à un accord sur une décision de REDD-plus à Cancun. Avec la CHINE, il a souligné que les initiatives de REDD-plus sont des actions volontaires impulsées par des incitations.

La CHINE a souligné la nécessité de préciser les étapes et les éléments de la phase préparatoire, y compris l'augmentation du financement de démarrage rapide pour les stratégies nationales et plans d'action, ainsi que des projets de démonstration. Elle a noté que les mécanismes de financement innovateurs pourraient jouer un rôle complémentaire au cours de la phase de mise en œuvre intégrale.

Le COSTA RICA a mis l'accent sur l'importance d'une action précoce et, avec le BRÉSIL, a insisté sur les activités de démonstration, les réseaux régionaux et les partenariats sud-sud. Le BRÉSIL a déclaré que le financement devrait être basé principalement sur les fonds publics afin d'assurer la prévisibilité, et combiné avec la vente aux enchères des unités de quantité attribuée (UQA) pour atteindre le niveau de financement nécessaire. Il a également appelé à un fonds relevant de la Convention pour fournir le financement nécessaire à la démonstration et à la mise en œuvre.

Le SURINAME a proposé de diriger les financements vers des projets locaux et a noté que le financement pourrait inclure des approches liées au marché. Le JAPON a déclaré

que le financement public doit soutenir le développement de stratégies nationales et des plans d'action, ainsi que les projets de démonstration.

L'ARABIE SAOUDITE a mis en garde contre l'utilisation des mécanismes du marché, l'imposition des impôts et taxes, ainsi que le traitement rapide de certaines questions au titre du PAB. La TANZANIE a insisté sur la participation des communautés locales dans la REDD.

Les parties ont également abordé le renforcement des capacités, sur la base des questions élaborées par la présidente de l'AWG-LCA (http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/redd_and_cb.pdf).

Le représentant des ETATS-UNIS, avec l'UE et l'Australie, a déclaré que le renforcement des capacités devrait être intégré dans les chapitres pertinents. Il a noté qu'un nouveau mécanisme de renforcement des capacités n'est pas nécessaire. L'UE a déclaré que le renforcement des capacités devrait tenir compte des différents besoins des pays en développement et a encouragé les approches sud-sud et triangulaires. L'Australie s'est félicitée des discussions sur les dispositions institutionnelles en matière de renforcement des capacités.

Le représentant de l'AOSIS a mis en garde contre le chevauchement des institutions. Il a déclaré que la technologie et les mécanismes d'adaptation devraient intégrer le renforcement des capacités, mais que les options pour un mécanisme de renforcement des capacités devraient rester ouvertes.

Le Japon a souligné l'importance du renforcement des capacités et a mis en garde contre la prolifération des organismes relevant de la Convention. La Turquie a souligné que les organisations internationales et régionales, ainsi que des ONG, peuvent aussi fournir un appui.

Le représentant de la TANZANIE, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité du renforcement des capacités pour un éventail de questions, y compris les MAAN, le MRV et REDD-plus. Il a souligné que les institutions existantes ne sont pas adéquates, et a parlé de la nécessité d'un groupe technique ou d'un groupe d'experts. Il a aussi appelé au suivi des progrès et à l'utilisation d'indicateurs de performance. Le Burkina Faso, au nom du GROUPE AFRICAIN, a souligné la nécessité du renforcement des capacités aux niveaux régional et national. Il a noté que les dispositions institutionnelles actuelles ne sont pas suffisantes et a appelé à un soutien technique pour identifier les besoins de renforcement des capacités. Il a expliqué que les institutions thématiques permettraient de mobiliser l'appui du Groupe sur le renforcement des capacités. Le Cambodge a souligné la nécessité de mettre en place un mécanisme efficace de transfert de connaissances sur l'adaptation et l'atténuation.

Mesures d'atténuation par les pays en développement et MRV associé: Au cours du groupe de contact de l'après-midi, les discussions ont porté sur les mesures d'atténuation prises par les pays en développement et sur le dispositif de MRV associé, sur la base de nouvelles questions préparées par la présidente de l'AWG-LCA (http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/mitigation_actions_by_developing_countries_and_associated_mrv.pdf).

Le Brésil, au nom du G-77/Chine, a appelé à un soutien pour la planification et l'élaboration des MAAN, soutien qui devra être fourni dans le même système de soutien que pour les mesures d'atténuation. Il a déclaré que le soutien devra refléter la nature de la planification et l'élaboration d'activités habilitantes, et être fondé sur la totalité des coûts convenus. Il a souligné que la planification et l'élaboration des activités de MAAN ne sont pas des activités obligatoires.

L'INDE a appuyé l'enregistrement des MAAN qui ont besoin d'un appui international dans un registre, et a souligné que les mesures d'atténuation volontaires devraient faire l'objet de MRV national, et que toutes les directives du MRV, qu'elles visent les MAAN soutenues ou non, devraient être soumises à la CdP par l'intermédiaire du SBI.

Le représentant des ETATS-UNIS a soutenu la négociation des lignes directrices sur les rapports au titre de l'AWG-LCA et, avec l'Australie, a réitéré la nécessité de parvenir à un accord sur un système opérationnel cette année. Il a proposé la soumission des communications nationales des pays non visés à l'annexe I tous les six ans, avec des mises à jour tous les deux ans, et a appuyé l'utilisation des lignes directrices du GIEC de 2006. Il a également déclaré que les pays en développement devraient mener le MRV des mesures nationales, conformément aux règles et normes internationales, ainsi que la consultation et l'analyse internationales (CAI), en même temps que le MRV international pour les mesures soutenues. L'Australie a déclaré que le registre des mesures pour lesquelles un soutien financier est requis, tel que spécifié en vertu de l'Accord de Copenhague, devrait devenir opérationnel. Le Japon a appelé à la rationalisation des communications biennales avec des informations sur les mesures d'atténuation pertinentes et des communications nationales périodiques complètes, ainsi que

des analyses d'experts. La NOUVELLE ZELANDE a décrit les exigences en vigueur pour les rapports et l'examen comme une bonne base de MRV pour tous les pays et a noté la nécessité de renforcer les lignes directrices sur les rapports des pays non visés à l'annexe I, y compris un examen à travers un processus non conflictuel.

La Chine a décrit le SBI, et non pas l'AWG-LCA, comme l'organe approprié pour l'examen des lignes directrices sur des rapports, et a déclaré que la conduite d'activités de planification ne doit pas être une condition préalable à l'obtention d'un soutien financier pour les MAAN. Le Pakistan a indiqué que les mesures d'atténuation sans soutien financier sont distinctes des MAAN et que des efforts pourraient être déployés pour renforcer les directives sur les rapports.

L'UE a déclaré que stratégies de développement à faible intensité de carbone ne constituent pas une condition préalable à l'obtention du soutien financier et que le registre des MAAN aiderait à appairer les mesures avec le soutien, et couvrirait également la planification et l'élaboration. Elle a appelé à une évaluation technique des informations fournies par les parties, qui s'appuie sur le système d'équipe d'examen des experts, et intervient avant la consultation internationale.

Le représentant des ILES MARSHALL a appuyé l'examen par l'AWG-LCA, des questions de politiques importantes relatives à la fréquence et aux directives sur les rapports. L'Indonésie a déclaré que les pays non visés à l'annexe I devraient transmettre les informations sur les MAAN soutenues par le biais de leurs communications nationales, et que le SBI devrait définir les lignes directrices pour la CAI. L'Égypte a déclaré que le soutien devrait viser non seulement la planification et l'élaboration des MAAN, mais aussi la mise en œuvre, et a souligné que la révision des directives en matière de rapports ne doit pas conduire à l'unification des lignes directrices pour les pays de l'annexe I et pour ceux non visés à l'annexe I. Il a souligné que la CAI doit être volontaire et que les communications nationales des pays non visés à l'annexe I ne doivent pas être soumises systématiquement à la CAI.

La République de Corée a soutenu la révision des lignes directrices sur les rapports des pays non visés à l'annexe I, et a expliqué que la CAI doit être conçue pour faciliter l'action d'atténuation. La Turquie a déclaré que la composante MRV devrait fournir un bon inventaire de GES et des activités sélectionnées; appelé à des rapports biennaux des pays non visés à l'annexe I, et a déclaré que l'AWG-LCA devrait donner des orientations politiques sur la révision des directives concernant les rapports, y compris des informations sur les plans de développement à faible intensité de carbone et les inventaires nationaux.

A propos de la CAI, l'Afrique du Sud a déclaré que la composante analyse inclurait l'examen du point de savoir si les activités de rapport ont été prises en compte et si le financement a été reçu. Il a précisé que l'analyse examinerait les déviations des procédures habituelles, ou une matrice de l'intensité du carbone ou toute autre matrice choisie par les pays en développement. Il a soutenu que les consultations devraient être fondées sur les informations et analyses fournies par les pays en développement à travers les communications nationales et l'inventaire. L'Afrique du Sud a déclaré que les lignes directrices de la CAI doivent respecter la souveraineté nationale et que les consultations doivent être menées dans un cadre multilatéral.

La Norvège a appelé à la soumission biennale des communications nationales et des inventaires, complétée par des communications nationales plus détaillées à des intervalles plus longs. Elle a appelé à des rapports basés sur les lignes directrices du GIEC de 2006 et a décrit l'analyse par des experts externes comme une bonne occasion d'apprentissage. La représentante des Philippines a insisté sur la mise en œuvre effective de l'article 4.1 (c) de la Convention (promotion et la coopération dans le développement et le transfert de technologies, pratiques et processus), soutenue par des moyens suffisants en vertu de l'article 4.3 de la Convention (mise à disposition de ressources financières nouvelles et supplémentaires). Elle a plaidé pour à un accès égal à un soutien financier suffisant de tous les pays en développement et a souligné la nécessité de mécanismes de financement pour la Convention.

Le Mexique a appuyé la révision des lignes directrices pour les communications nationales et les rapports des pays non visés à l'annexe I sur toutes les actions d'atténuation des pays en développement. Le Chili a souligné avoir fait rapport sur le soutien financier et technique reçu, en plus de la mise en œuvre des MAAN.

L'Arabie Saoudite a souligné l'importance du soutien pour les MAAN habilitantes et s'est opposée au changement de la fréquence des rapports ou révision des lignes directrices sur les rapports. Il a souligné que l'examen devrait être mené au niveau national. La Bolivie a souligné que les réductions d'émissions résultant des MAAN ne doivent pas

être utilisées pour compenser les réductions d'émissions des pays développés et a noté que des lignes directrices pour les communications nationales devraient être abordées dans le cadre du SBSTA. Il a indiqué que la mise en œuvre des MAAN sera reliée au renforcement des capacités financières et de transfert de technologie des pays développés. La JAMAÏQUE a souligné que les actions devraient être volontaires et qu'un logiciel d'orientation pourrait être développé pour aider les parties. SINGAPOUR a déclaré qu'un système de CAI devrait être technique et non politique ou politisé; impulsé par la partie; basé sur une expertise technique, y compris celle des parties concernées et sur les objectifs fixés par le pays en développement concerné; et mené dans un esprit de respect mutuel.

Mukahana-Sangarwe, la présidente, a rappelé la suggestion par certaines parties de demander au secrétariat de préparer une compilation des engagements d'atténuation des pays développés et des MAAN entreprises à ce jour par les pays en développement, et a proposé d'élaborer des conclusions contenant cette demande au secrétariat. Elle a également informé les parties qu'elle préparera un document non officiel sur la base des travaux de cette session, contenant son point de vue sur les progrès qui ont été accomplis. Elle a indiqué que le document sera publié comme document officiel pour examen à la session d'août.

RÉDUCTIONS DES ÉMISSIONS DE L'ANNEXE I (AWG-KP): Dans l'après-midi, le groupe de contact de l'AWG-KP sur les chiffres s'est réuni pour examiner les efforts et les réalisations à ce jour, le report des UQA et un document technique sur la traduction de promesses en objectifs chiffrés de limitation et des réductions des émissions (QERLO).

Concernant le report des UQA, l'AFRIQUE DU SUD a souligné plusieurs options: permettre le report de x% d'UQA; adopter des objectifs de réduction d'émissions plus stricts pour absorber l'excédent, et placer les UQA dans une réserve stratégique. Les ETATS FEDERES DE MICRONESIE ont également présenté un certain nombre d'options, y compris: ne pas permettre le report; plafonner le report; restreindre le recours au report; taxer le report ou l'acquisition des UQA; accepter de ne pas acheter les UQA excédentaires; l'adopter des objectifs de réduction d'émissions plus stricts; et limiter l'utilisation de UQA acquises.

La NOUVELLE ZELANDE a demandé de restreindre l'utilisation des UQA excédentaires à un usage domestique et a souligné l'importance du maintien des incitations pour le dépassement des objectifs. La CHINE a relevé peu d'avantages résultant du report des UQA excédentaires. Le BRÉSIL et l'INDE ont appuyé le plafonnement du report des UQA.

La NORVEGE a déclaré qu'en principe, des objectifs plus ambitieux constituent la meilleure façon de régler le problème des UQA excédentaires. La NORVEGE, l'ISLANDE, la NOUVELLE ZELANDE, la SUISSE, l'OUGANDA et la FEDERATION DE RUSSIE ont convenu d'organiser un atelier pour explorer les options qui seraient utiles.

Le secrétariat a ensuite présenté deux nouveaux tableaux traduisant les engagements actuels de réductions des émissions en QERLO, le premier pour une période d'engagement de huit ans et le second pour une période d'engagement de cinq ans

QUESTIONS DIVERSES (AWG-KP): Lors de consultations informelles sur les mécanismes de flexibilité, les parties ont discuté du point de savoir s'il faudrait exiger utilisation des réductions d'émissions certifiées (REC) résultant des projets basés dans certains pays d'accueil, et certaines parties ont souligné la nécessité d'un traitement préférentiel pour les pays et les régions confrontés à l'absence de capacités financières et techniques pour accéder au MDP.

Parties ont également examiné: la complémentarité; les nouveaux mécanismes fondés sur le marché; le renforcement de la part des fonds, y compris en l'étendant à d'autres mécanismes et en augmentant le montant déduit; et l'inclusion de la capture et stockage du carbone au titre du MDP. Les consultations informelles se poursuivront.

COMMUNICATIONS NATIONALES DE L'ANNEXE I ET DONNÉES D'INVENTAIRE DE GES(SBI): Au cours du groupe de contact, les parties ont examiné l'exonération sur la base d'un examen approfondi des parties de l'annexe I dont les émissions sont inférieures à 50 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone. La CHINE, avec le BRÉSIL, a suggéré l'exonération uniquement pour les pays en transition économique, tandis que l'UE a mis en garde contre la «discrimination envers nos États membres». Après des discussions, les parties ont convenu d'appliquer l'examen approfondi à toutes les parties à l'annexe I, sans exception. Les consultations informelles se poursuivront.

MECANISME DE FINANCEMENT (SBI): Au cours des consultations informelles du matin, les parties ont examiné le projet de conclusions du SBI sur le quatrième examen du mécanisme financier. Les questions débattues ont porté sur

la nécessité de conclure le quatrième avant Cancun et sur la manière de référencer l'étude nationale de l'économie, de l'environnement et du développement (NEEDS) sur l'évaluation des besoins de financement des parties non visées à l'annexe I. Les parties sont convenues d'un texte stipulant que la SBI 33 décide de «conclure» son examen des questions relevant de ce point de l'ordre.

Pour ce qui est de demander au Secrétariat de compiler et de synthétiser les informations contenues dans les rapports des 11 parties ayant participé au projet de NEEDS, des vues divergentes ont été exprimées sur la compilation et la synthèse des informations provenant d'autres organisations internationales, et les parties ont finalement accepté d'abandonner la référence aux organisations internationales. Les Parties ont également convenu de supprimer le texte exprimant une préoccupation face au retard des rapports occasionné par le FEM, et ont décidé plutôt de demander au FEM de soumettre son rapport annuel à la CdP, «dès que possible».

EXAMEN DU FONDS POUR L'ADAPTATION (SBI): Au cours du groupe de contact sur l'examen du Fonds pour l'Adaptation, les parties ont convenu de recommander à la CdP / RdP d'envisager l'examen de toutes les questions relatives au Fonds pour l'Adaptation à la CdP / RdP 7, et que la CdP / RdP 6 prenne des mesures pour faciliter ce processus. Les parties ont convenu également d'indiquer qu'elles ont «examiné, mais n'ont pas pu comprendre entièrement, les questions supplémentaires proposées par elles pour inclusion dans le mandat». Des divergences de vue persistent, notamment sur le point de savoir si les modalités de travail du conseil d'administration du Fonds pour l'Adaptation devraient être incluses dans l'analyse.

COMMUNICATIONS NATIONALES DES PARTIES NON VISEES A L'ANNEXE I: Au cours du groupe de contact sur les communications nationales des parties non visées à l'annexe I, les discussions ont porté sur le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des pays non visés à l'annexe I (GCE). Des divergences de vue persistent sur la question de savoir si: toutes ou seules les parties visées à l'annexe II devraient être encouragées à fournir des ressources financières au GCE; le GCE devra être sensible à, ou prendre en considération, les besoins actuels ou futurs des pays non visés à l'annexe I et les décisions de la CdP; et donner la priorité à un ou plusieurs des mandats confiés au GCE dans l'annexe à la décision 5/CP.15 (travaux du GCE). Les consultations informelles se sont poursuivies dans la soirée.

DANS LE CORRIDORS

Sur ce que certains ont décrit comme «une journée relativement calme» à Bonn, de nombreux groupes informels relevant du SBI et du SBSTA ont travaillé avec diligence, dans le but d'être prêts pour les plénières de clôture prévues pour le mercredi après-midi. En plus de répondre aux questions de la présidente dans la salle des séances plénières, l'AWG-LCA a réuni les groupes dérivés sur les questions telles que les marchés. L'AWG-KP a poursuivi l'examen des chiffres et des questions diverses. Certains parmi ceux qui sortaient des consultations informelles sur les mécanismes de flexibilité ont exprimé leur frustration face à l'absence de progrès: «Nous avons tout simplement sauté d'une question à l'autre, tourné autour et procédé à la suivante, sans aucune perspective de consensus sur la plupart des points» Cependant, beaucoup ont fait savoir qu'ils attendaient impatiemment la fête des «amis des marchés du carbone» prévue plus tard dans la nuit de mardi.

Selon de nombreuses parties, l'événement le plus intéressant de la journée a été la réunion d'information officielle du Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur le financement de la lutte contre les changements climatiques (FCC) tenue pendant la pause déjeuner. La salle était remplie à pleine capacité, et certains participants étaient assis dans les allées et sur le plancher. Le FCC a rapporté que les groupes de travail sur le financement public et privé ont entamé la préparation d'un rapport sur les sources potentielles de financement, et envisagent le présenter "on l'espère, avant la CdP16." En réponse aux observations provenant de la salle, les présentateurs ont à plusieurs reprises, souligné que le FCC est un «organe consultatif, pas un organe de négociation, et ne traite donc pas des questions politiques.». Certaines parties et certains observateurs ont exprimé des inquiétudes à propos de la relation entre le FCC et l'Accord de Copenhague, et ont demandé instamment que les travaux soient menés au titre de la CCNUCC. D'autres ont salué le travail du FCC et ont posé des questions sur, notamment l'additionnalité et les impacts environnementaux des différentes sources de financement. Un passionné de la finance a déploré "l'ironie de la situation voulant que le financement de climat soit examiné au plus haut niveau politique, alors que les parties ne peuvent toujours pas s'entendre sur la question apparemment simple de savoir comment examiner le Fonds pour l'Adaptation."



The "Your Meeting" Bulletin (YMB) is a reporting service from IISD that expands the services provided by the ENB to other meetings, such as conferences, workshops, symposia or regional meetings that would not be covered by the Bulletin. These initiatives are growing in scope and number and are providing increasingly important inputs into the policy-making process, and the outcomes of these important initiatives should be highlighted and made widely available to all interested parties. YMB provides a timely, professional, high-quality reporting service for these meetings and disseminates the information extensively via the Internet to our more than 75,000 subscribers. If you are interested in coverage of your meetings by YMB, please contact our YMB Managers, **Leonie Gordon** (leonie@iisd.org) or **Robynne Boyd** (robynne@iisd.org).



YMB Clients

Some of our most important clients that have supported YMB are: UNEP, UNDP, FAO, UNISDR, CMS, UNIDO, the Norwegian Ministry of Foreign Affairs, the Austrian Ministry of Foreign Affairs, GEF, the International Hydropower Association, PEMSEA, WMO, UNECE, and the 5th World Water Forum Secretariat



Recent Meetings covered by YMB

- ▶ **Forest Day 3**, 13 December 2009, Copenhagen, Denmark
- ▶ **Agriculture and Rural Development Day 2009**, 12 December 2009, Copenhagen, Denmark
- ▶ **Development and Climate Days at COP 15**, 11-14 December 2009, Copenhagen, Denmark
- ▶ **Copenhagen Business Day**, 11 December 2009, Copenhagen, Denmark
- ▶ **East Asian Seas (EAS) Congress 2009**, 23-27 November 2009, Manila, Philippines
- ▶ **Country-led Initiative by the People's Republic of China in Support of the UN Forum on Forests: Forests for People: The Role of National Forest Programmes and the Non-Legally Binding Instrument on All Types of Forests**, 17-20 November 2009, Guilin, China
- ▶ **World Summit on Food Security**, 16-18 November 2009, UN Food and Agriculture Organization (FAO) Headquarters, Rome, Italy
- ▶ **XIII World Forestry Congress (WFC 2009) and Pre-Congress Workshop on Regional Forest Cooperation**, 17-23 October 2009, Buenos Aires, Argentina
- ▶ **Special Information Seminar - "Policies and Arrangements for Access and Benefit-sharing for Genetic Resources for Food and Agriculture"**, 17 October 2009, FAO Headquarters, Rome, Italy
- ▶ **Global Renewable Energy Forum - "Scaling up Renewable Energy"**, 7-9 October 2009, León, Mexico
- ▶ **Second Ad Hoc Intergovernmental and Multi-stakeholder Meeting on an Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES-II)**, 5-9 October 2009, UN Environment Programme (UNEP) Headquarters, Nairobi, Kenya
- ▶ **Seventieth session of the UN Economic Commission for Europe Committee on Housing and Land Management**, 23-25 September 2009, Geneva, Switzerland
- ▶ **International Conference on Green Industry in Asia: "Managing the transition to resource-efficient and low-carbon industries"**, 9-11 September 2009, Manila, Philippines
- ▶ **Expert Panel on Ocean Acidification**, 3 September 2009, UN Headquarters, New York, US
- ▶ **World Climate Conference-3**, 31 August - 4 September 2009, Geneva, Switzerland
- ▶ **International Hydropower Association (IHA) World Congress 2009**, 23-26 June 2009, Reykjavik, Iceland
- ▶ **International Energy Conference 2009**, 22-24 June 2009, Vienna, Austria
- ▶ **Second Session of the Global Platform for Disaster Risk Reduction**, 15-19 June 2009, Geneva, Switzerland
- ▶ **High-level Conference on Carbon Capture and Storage**, 27-28 May 2009, Bergen, Norway
- ▶ **World Ocean Conference**, 11-15 May 2009, Manado, Indonesia
- ▶ **Dialogue on Climate Change Adaptation for Land and Water Management**, 16-17 April 2009, Nairobi, Kenya
- ▶ **International Policy Dialogue on Financing the Climate Agenda: The Development Perspective**, 19-20 March 2009, Berlin, Germany
- ▶ **5th World Water Forum**, 16-22 March 2009, Istanbul, Turkey
- ▶ **Third International Workshop on Community-Based Adaptation to Climate Change**, 18-24 February 2009, Dhaka, Bangladesh
- ▶ **Meeting of the Pew Commission on Whale Conservation in the 21st Century**, 9-10 February 2009, Lisbon, Portugal